

Questions orales

Je pourrais ajouter que ces onze groupes bénéficient déjà d'un financement de 3 millions de dollars du Secrétariat d'État, soit deux millions en financement de base et près d'un million en financement de projets.

Ce fut une décision administrative. Nous finançons des milliers et des milliers de projets qui servent tous à promouvoir l'égalité et la justice sociale.

Nous ne pouvons pas accéder à toutes les demandes de financement qu'on nous présente. Ce fut malheureusement un cas où il nous a fallu dire non. Nous estimions que cette activité pouvait être financée au moyen des trois millions de dollars que nous mettons à la disposition de ces groupes.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, il me semble tout à fait irresponsable de refuser à 17 heures vendredi le financement supplémentaire pour des projets spéciaux qu'on avait promis à des groupes à qui on a supprimé leur financement général, et cela ne dénote pas de la part du gouvernement un grand engagement à l'égard de l'équité en matière d'emploi.

Je crois savoir que deux résolutions d'urgence ont été proposées en plus des résolutions générales qui viendront plus tard. Le gouvernement assurera-t-il la planification pour le programme FP-2000, qui comprendra des consultations avec des groupes cibles pour l'équité en matière d'emploi de sorte que l'embauche soit obligatoire dans la restructuration de la fonction publique et qu'on soit tenu de respecter l'équité en matière d'emploi?

En outre, le ministre fera-t-il une enquête sur les plaintes formulées par les employés autochtones selon lesquelles ils feraient l'objet de harcèlement dans la fonction publique?

L'hon. Gilles Loiseleur (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je peux dire à la députée que je m'occupe très activement de ce dossier, en particulier du programme Fonction publique 2000, et spécialement de la question de l'équité.

Nous avons reçu des rapports de 10 groupes de travail différents. Nous avons publié un rapport préliminaire que les syndicats examinent et je peux lui garantir que je m'intéresse vivement à cet aspect particulier. Assurément, je vais pouvoir sous peu faire rapport de cette question.

* * *

LES DROITS DE L'ENFANT

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Relations extérieures.

Comme il a été mentionné, le premier ministre a déclaré en fin de semaine au Sommet de l'enfance que la volonté politique était un facteur important dans la guerre contre la pauvreté chez les enfants. De son côté, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'un des principaux organisateurs du sommet, calcule qu'en injectant 2,5 milliards de dollars de plus par année, on pourrait sauver la vie de millions d'enfants au cours de la prochaine décennie.

J'aimerais savoir quelles ressources financières supplémentaires le gouvernement du Canada est prêt à contribuer à l'UNICEF, afin que cet organisme puisse atteindre son objectif pour la prochaine décennie. Les enfants ne peuvent se nourrir de volonté politique.

[Français]

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, le gouvernement reconnaît que les enfants du monde sont l'avenir de notre planète. Et mon honorable collègue sait très bien que l'ACDI, depuis plusieurs années, a axé prioritairement ses programmes vers la santé et l'éducation primaire, autant pour les mères que pour les enfants. Nous avons consacré depuis cinq ans 1,8 milliard de dollars spécialement, directement et indirectement, aux enfants.

Et je pense que mon honorable collègue est probablement au courant que, en 1970, seulement 5 p. 100 des enfants étaient immunisés contre les six maladies primaires et que maintenant nous sommes rendus à un taux de 70 à 75 p. 100. Et le Canada y a contribué fortement en investissant 140 millions de dollars au cours des dernières années.

Je pense que mon honorable collègue reconnaîtra que c'est un engagement ferme du gouvernement. Nous avons des programmes et nous continuerons à les appliquer de façon à prioriser les enfants des pays du Tiers monde.

• (1500)

[Traduction]

Mme Christine Stewart (Northumberland): C'est au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social que je pose ma question supplémentaire.

C'est bien triste à dire, mais au moment où débute la Semaine nationale de la famille, il y a au Canada des centaines de milliers d'enfants qui, avec leur famille, vivent dans une abjecte pauvreté, alors que nos autochtones sont aux prises avec un taux de mortalité deux fois supérieur à la moyenne nationale.

Le gouvernement est en mesure de fixer des échéances fermes pour ce qui est par exemple de la mise en application de la TPS et la signature de l'Accord du Lac Meech. Est-il prêt aujourd'hui à annoncer un délai précis pour ce qui est de ratifier la Convention relative aux droits de